

Après la crise du Coronavirus, il faudra remettre l'État à sa place

Article rédigé par *Contrepoints*, le 27 mars 2020

Source [Contrepoints] La liberté va nous permettre de sortir de cette crise, pas l'État.

L'État allait sauver nos libertés, notre mode de vie. Souvenez-vous du [beau discours de François Hollande](#) au lendemain des attentats terroristes : pour sauver nos libertés, il faut savoir accepter une diminution temporaire des libertés. « *La liberté c'est comme l'air qu'on respire, elle nous entoure et on n'y pense guère mais quand elle vient à manquer, on étouffe* ». Quelques mois plus tard, [l'état d'urgence exceptionnel fut intégré dans la loi](#), et la restriction temporaire des libertés est devenue la nouvelle norme.

Une fois passé le péril terroriste, voici maintenant qu'arrive le péril sanitaire. Et à nouveau péril, nouvelle réponse liberticide : bienvenue à [l'état d'urgence sanitaire](#).

Restriction (voire interdiction totale) de la liberté de se réunir d'abord, puis restriction de plus en plus stricte de la liberté de se déplacer, de commercer, de se réunir, [restriction de la liberté de vendre et d'acheter toute une série de matériels médicaux](#) indispensables : masques, tests, gels, restriction de tester de nouveaux traitements, [interdiction de vendre librement](#) un médicament en vente libre depuis des décennies, [restriction de la liberté de regarder ce que l'on veut sur Internet](#), [interdiction de la vente d'alcool](#)... le gouvernement a sorti son sifflet et son carnet à souches et a mobilisé ses fonctionnaires de police pour chasser et verbaliser tout ce qui n'entre pas entre les fourches caudines de sa manie du rangement, tout ce qui a le malheur de dépasser un tout petit peu du cadre et de l'organisation procédurière, tout ce qui sort du [formulaire](#).

Et il en profite pour subrepticement augmenter ses prérogatives, en ajoutant une bonne palanquée d'articles de lois et de décrets, en catimini, devant un parlement déserté et un pays paralysé par la peur. Tout en jurant que ces mesures exceptionnelles resteront exceptionnelles...

Personne n'est dupe : les mesures d'exception sont toujours l'ultime solution quand tout a échoué et la dramatisation de l'annonce des nouvelles mesures coercitives, devenue le nouveau feuilleton diffusé à 20 heures chaque lundi est le dernier rempart derrière lequel se cache un gouvernement totalement dépassé et qui aura à rendre compte des multiples erreurs dues à sa manie compulsive de vouloir s'occuper de tout et de ne jamais faire confiance à personne. Le dernier rempart pour tenter de faire illusion et essayer de camoufler son incompétence crasse.

Heureusement, il reste des îlots de liberté dans ce pays sur-administré et sur-contrôlé. Il reste des réfractaires au message mensonger répété en boucle du « *ne vous inquiétez pas : l'État s'occupe de tout, tout va bien se passer* ».

Il reste des Bernard Arnaud pour [fabriquer du gel hydro-alcoolique](#) sans attendre d'autorisation administrative ou de directive ministérielle. Il reste des entreprises pour livrer aux hôpitaux les stock de masques qu'elles avaient constitués pour protéger leurs employés. Il reste des médecins pour envoyer se faire voir les directives liberticides de l'administration.

L'État s'est arrogé depuis trop longtemps un droit fondamental, sinon le droit le plus fondamental : il est droit et juste de se préoccuper personnellement de sa santé, de sa sécurité, de son intégrité.

L'État n'a aucun droit, aucune légitimité à limiter les libertés dans ces domaines, à part celle que nous voulons bien lui donner.

Retrouvez l'intégralité de l'article en clique [en cliquant ici](#)